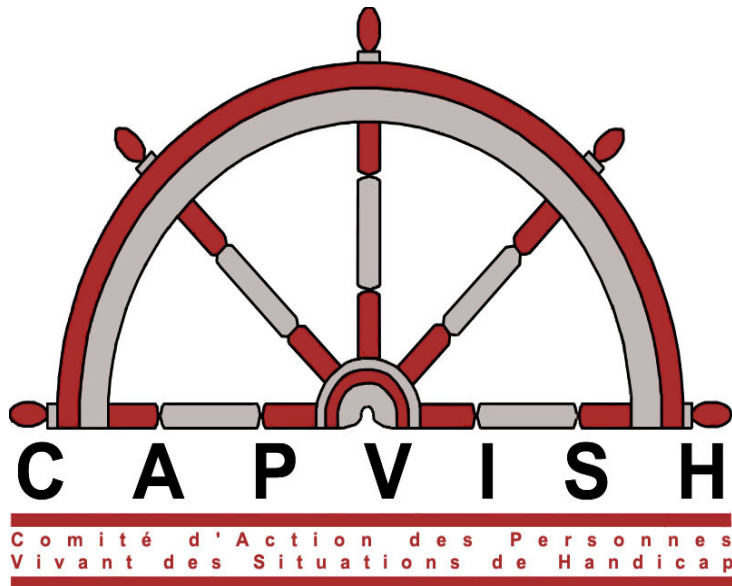


Rapport d'activité **2008-2009**

(1er juillet au 30 juin)



Septembre 2009

Rédaction :

Kathia Roy

Collaboration :

Laurence Brunelle-Côté
Giannina Collantes

Révision :

Line Beauregard
Laurence Brunelle-Côté
Richard Chabot

On peut obtenir une copie de ce document au :

Le Comité d'Action des Personnes Vivant des Situations de Handicap (CAPVISH)
320, rue Saint-Joseph, bureau SS-048
Québec (Québec)
G1K 8G5
Téléphone : (418) 523-3065
Télécopieur : (418) 523-6823
Courriel : coordination@capvish.org
Site Internet du CAPVISH: www.capvish.org

*N.B. Ce rapport d'activité couvre la période s'étalant du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009. Sa reproduction, totale ou partielle, est fortement encouragée à condition, bien sûr, d'en citer la source...
Afin d'alléger la lecture de ce document, certains termes incluant les deux genres sont utilisés au masculin.*

Table des matières

1. Introduction	5
2. L'organisme	6
2.1 Notre mission & nos valeurs.....	6
2.2 Nos membres.....	6
3. L'équipe du CAPVISH.....	7
3.1 Les bénévoles.....	7
3.1.1 Gouvernance : Le Conseil d'administration et ses comités.....	8
3.1.2 Les bénévoles impliqués.....	9
3.1.3 Les orientations stratégiques 2009-2015.....	9
3.1.4 Reconnaissance du travail bénévole et de l'équipe : 30 ans d'action et de défense de droits ! ..	9
3.1.5 Tableau synthèse de l'implication bénévole :	10
3.2 Le personnel.....	11
4. Portrait des réalisations du CAPVISH en 2008-2009.....	11
4.1 Représentations & défense des droits: vers une participation citoyenne dans une société inclusive..	11
4.2 Assemblée générale annuelle.....	19
4.3 Recherche de financement.....	19
5. Les dossiers majeurs.....	19
5.1 L'accessibilité architecturale environnementale et sociale : réfléchir et agir.....	19
5.1.1 Table de concertation pour l'accessibilité universelle.....	20
5.1.1.1 Comité accessibilité et sécurité des travaux publics à la Ville de Québec Accessibilité.....	20
5.1.1.2 Comité aux événements du ROP 03	20
5.1.1.3 Projet participation citoyenne.....	21
5.2 Le soutien à domicile.....	21
5.2.1 Le dossier du soutien à domicile : le travail se poursuit... en groupe de discussion.....	22
5.2.2 Le dossier du soutien à domicile : le travail se poursuit... en Comité de travail régional.....	22
5.2.3 Le dossier du soutien à domicile : le travail se poursuit... en Comité national sur le CES.....	22
5.2.4 Banque de référence pour l'aide à domicile.....	24
5.2.4.1 Quelques statistiques.....	24
5.2.4.2 Ressources humaines du Service BRAD.....	26
5.3 L'habitation.....	27
5.3.1 Projet Habitation et incapacités.....	27

Table des matières – suite -

5.4 Le transport.....	27
5.4.1 Comité technique du RTC sur le transport des personnes handicapées.....	27
5.5 Le service de réparation de fauteuils roulants.....	28
5.6 Le travail.....	28
5.6.1 Table de concertation pour la formation et l'emploi.....	28
5.7 Références et demandes individuelles.....	29
6. Promotion, communication, partenariat.....	30
6.1 Le Bulletin du CAPVISH.....	30
6.2 Le site Internet du CAPVISH.....	30
6.3 Les partenaires du CAPVISH.....	31
7. Remerciements.....	31
8. Conclusion.....	31
Annexe 1 : Abréviations et acronymes.....	32
Annexe 2 : Bailleurs de fonds	33

1. Introduction

Comme par les années antérieures, nous vous invitons à retracer, avec nous, les moments saillants de l'année 2008-2009 que l'organisme a traversé. Vous serez à même de constater que, fidèle à nos engagements, l'année qui vient de se terminer a été bien remplie pour l'ensemble des personnes qui se sont investies dans le maintien et le développement du CAPVISH, et ce, toujours en lien avec les divers dossiers que nous pilotons.

Savez-vous que l'année 2008-2009 souligne, déjà, trente années d'efforts orientés vers le mieux être des personnes ayant des incapacités motrices et plus largement, des personnes vivant des situations de handicap ? Et oui ! Trente ans, déjà, de constance dans la promotion et la défense des droits des personnes que nous avons le grand privilège de représenter.

Nous avons profité de ce trentième anniversaire pour mettre en place une journée d'orientations stratégiques, laquelle reviendra à tous les cinq ans. Cette journée se veut être un temps d'arrêt privilégié pour réfléchir sur ce qui a été fait, ce qui reste à faire et ce qui est possible de faire au sein de l'organisme et ce, toujours avec le souci de nous améliorer et de faire un pas de plus vers l'inclusion des personnes ayant des incapacités motrices.

Par ailleurs, nous vous invitons à consulter, à la section 4 du rapport, un tableau où figure les principales activités de défense de droit, de représentations et de formations en 2008-2009. Vous serez à même de constater que les dossiers de l'accessibilité, du transport, du maintien à domicile, de l'habitation et plus, font partie de ceux dont nous avons poursuivi les travaux.

Mentionnons que nous avons également, dans une certaine mesure, bouclé la boucle d'un projet qui nous tient vraiment à cœur et qui s'inscrit dans la foulée des actions orientées vers une plus grande participation de nos bénévoles à la vie citoyenne, à travers un projet d'éducation populaire. En effet, nous mettons à la disposition de nos bénévoles, membres et plus globalement, à toute personne désireuse de s'outiller relativement à ses droits, notamment en matière d'accessibilité architecturale et environnementale, une boîte à outils. Disponible en version électronique sur notre site Internet www.capvish.org, cette boîte à outils, issus entre autres des travaux de nos bénévoles, se veut être un document vous permettant de faire valoir vos droits et de porter vos revendications de manière cohérente et dans le respect d'une participation citoyenne pleine et entière. Soyez assurés que ce projet se poursuivra dans les prochaines années, sous d'autres formes, dont des ateliers de formation et des activités de diffusion.

Comme nous n'avons de cesse de le répéter et suivant ce que reprenait un de nos partenaires et vis-à-vis politique lors de la Semaine québécoise des personnes handicapées, nous souhaitons évoluer au sein d'une société inclusive qui dit oui au droit à la différence, mais non à la différence des droits.

En cohérence avec les années passées, nous nous devons de souligner le travail admirable ainsi que le dynamisme et la générosité des bénévoles et employés de notre organisme, qui donnent la force et l'élan nécessaire à l'ensemble des dossiers et revendications que nous menons.

Enfin, un mot pour souligner le soutien de nos partenaires de tous les secteurs et de nos bailleurs de fonds, sans qui notre travail ne pourrait avoir les mêmes impacts réels sur les personnes.

Sur ce, bonne lecture et sincère remerciement de l'intérêt que vous nous portez !

Richard Chabot
Président du conseil d'administration

Kathia Roy
Coordonnatrice

2. L'organisme

2.1 Notre mission & nos valeurs

Le fondement de notre mission est d'améliorer les conditions de vie des personnes ayant une incapacité motrice. Elle reflète des valeurs de respect, de responsabilité, d'égalité, d'intégrité et de solidarité. Ce sont elles que nous désirons porter dans nos actions qui visent encore et toujours à encourager le développement de l'autonomie des personnes dans une perspective de participation citoyenne et d'inclusion sociale. Nos objectifs, revus lors de notre journée d'orientations stratégiques, sont les suivants :

- Défendre et promouvoir les droits et les intérêts collectifs des personnes ayant une déficience motrice, sur le territoire de la Communauté Métropolitaine de Québec ;
- Favoriser l'autonomie et l'empowerment (appropriation) des personnes ayant une incapacité motrice ;
- Revendiquer et travailler auprès et avec les organismes et personnes concernées à la mise en place du concept de l'accessibilité universelle ;
- Offrir des services de soutien individuel aux personnes ayant des incapacités motrices.

2.2 Nos membres

Les données statistiques les plus récentes concernant l'évolution de la population des personnes handicapées au Québec, entre 2001 et 2006, nous proviennent de l'Enquête sur la participation et les limitations d'activités (EPLA 2006)¹. Cette dernière peut être considérée comme la principale source de référence statistique en ce qui les concerne. Or depuis 2001, la croissance du taux d'incapacité de cette population, au Québec, est de 5%.

Aussi, depuis 2001, l'EPLA nous révèle que la population de personnes handicapées a augmenté dans l'ensemble des provinces canadiennes et, bien que le taux d'incapacité du Québec soit le plus bas au pays, c'est cependant ici que l'on retrouve la plus forte croissance de ce taux. En effet, la prévalence de l'incapacité dans la province s'est accentuée de 23% au cours de la période 2001– 2006, alors que l'augmentation moyenne au Canada est de 15%.

D'autre part, ces mêmes données nous indiquent que le vieillissement de la population, bien qu'il demeure un facteur important dans la prévalence de l'incapacité, n'est pas seul en cause puisque les taux d'incapacité ont augmenté dans tous les groupes d'âge, ainsi que la gravité de celles-ci. Mentionnons enfin que la répartition selon le sexe permet de constater que les femmes sont, proportionnellement, un peu plus nombreuses à déclarer avoir une incapacité, comparativement aux hommes.

Ainsi, les conditions de vie des personnes ayant des incapacités, souvent précaires, nous engagent depuis nombre d'années à investir des lieux de revendications et d'interventions visant l'amélioration de ces conditions. Il s'agit d'un travail au long cours sur des dossiers prioritaires pour nos membres et qui ont des répercussions positives sur leur quotidien.

¹ Enquête sur la participation et les limitations d'activités, Statistique Canada 2006.

Plus de trois cent cinquante (350) personnes reçoivent, sur une base régulière, des services de notre organisme, que ce soit directement de notre volet de défense de droits ou de celui de notre service de référence pour l'aide à domicile (BRAD).

Comme nous avons opté pour une gestion et une offre de services où il n'existe pas d'obligation d'être membre pour les recevoir, les personnes qui nous contactent pour recevoir des services, quels qu'ils soient, ne sont pas, dans la très grande majorité des cas, membres du CAPVISH. Le tableau suivant illustre la distribution des demandes reçues en 2008-2009, pour le seul dossier du soutien, de l'orientation et des références et ce, dans le secteur de la défense des droits.

Distribution des demandes de soutien – volet défense de droits - pour l'année 2008-2009		
	Statut	Nombre demandes
7%	Membre	8
93%	Non-membre	115
100%	Total	123

Toutefois, la grande majorité des personnes qui requiert nos services vivent avec des incapacités motrices et habitent la région de Québec :

Distribution des demandes de soutien – volet défense de droits - selon la nature de l'incapacité		
	Nature de l'incapacité	Nombre de demandes
83%	Moteur	102
3%	Sensoriel	4
4%	Déficiência intellectuelle	5
0%	Santé mentale	0
10%	Autres	12
100%	Total	123

En ce qui concerne les membres associés, se sont des individus ou des organismes sensibilisés aux besoins des personnes ayant des incapacités motrices. Au CAPVISH, la gestion de la membres était assurée, en 2008-2009, par madame Sylvie Leblanc, bénévole et administratrice.

3. L'équipe du CAPVISH

Le CAPVISH est administré et géré *par* et *pour* les personnes dont il défend et promeut les droits et les intérêts. La place des bénévoles y est centrale. Elle est directement liée au travail de ses employés, autant à travers les activités habituelles de l'organisme qu'à travers ses dossiers de revendication ou de représentation à diverses instances.

Nous continuons donc à porter le principe que les personnes concernées par notre mission doivent être au cœur de nos actions et de nos lieux de décision. La participation citoyenne de celles-ci est indispensable aux nécessaires changements sociaux pour combattre la discrimination et l'exclusion dans toutes les dimensions de la vie.

3.1 Les bénévoles

Depuis nos tous débuts, nous insistons sur l'apport fondamental de nos bénévoles comme agents de sensibilisation des besoins des personnes ayant des incapacités motrices auprès de nos partenaires, des instances décisionnelles et de la population. Par leurs actions dans les dossiers de revendication et par leur présence active dans des activités de représentation, leur rôle et leur implication sont au cœur de la vision de notre organisme.

Suivant cette vision, depuis plusieurs années nous soutenons cette implication dans notre organisme. Nous encourageons ainsi nos bénévoles à faire entendre leurs voix et leurs points de vue de citoyens et de citoyennes, et à faire valoir leur expertise sur l'ensemble des questions relatives à la place des personnes ayant des incapacités motrices dans la société. Nos bénévoles sont parties prenantes des solutions à mettre en œuvre afin d'améliorer leurs conditions de vie.

3.1.1 Gouvernance : Le Conseil d'administration et ses comités

Le Conseil d'administration (CA) est composé de sept (7) postes. Les officiers y siégeant actuellement vivent avec une déficience motrice. Il est cependant possible pour un parent ou un tuteur d'une personne ayant une déficience motrice d'y oeuvrer (deux postes disponibles). En 2008-2009 les personnes suivantes siègent sur le CA :

Tableau 1. : Les administrateurs du CAPVISH en 2008-2009

Administrateurs 2008-2009	
Richard Chabot, président	Patrick Duchaine, administrateur
Line Beauregard, vice-présidente	Carol Ferland, administrateur
Laurence Brunelle-Côté, trésorière	Éric Lapointe, administrateur
Sylvie Leblanc, secrétaire	

Le rôle du CA, dans son volet de la gouvernance, est de s'assurer du bon fonctionnement de l'organisme. Ses officiers voient notamment à :

- Définir les orientations du CAPVISH suivant la mission qu'il s'est donné
- Mettre en place les conditions nécessaires à la réalisation et l'élaboration du plan d'action annuel
- Établir les prévisions budgétaires annuelles, approuver les procédures administratives et assurer la saine gestion de ses ressources financières
- Décider des normes inhérentes à l'embauche et à la rétribution des ressources humaines
- Représenter l'organisme lors d'événements publics et participer à divers comités de travail, tables de concertation et instances décisionnelles
- Poursuivre les engagements financiers, légaux et administratifs de la corporation
- Admettre les membres et les exclure, si nécessaire
- Présenter et diffuser à l'assemblée générale le plan d'action et les orientations annuelles, les états financiers de l'année et le rapport d'activité.

Le CA tient habituellement une réunion par mois, excluant la période estivale et celles des Fêtes. Entre le 1er septembre 2008 et le 30 juin 2009, il a tenu dix (10) réunions régulières. Le comité exécutif (CE), qui assure un suivi étroit de la situation financière de l'organisme, est composé du président, de la vice-présidente, de la trésorière et de la secrétaire. Le CE s'est rencontré à quatre (4) reprises pour préparer prévisions budgétaires et demandes de financement. Le nombre d'heures bénévoles consacrées aux activités du CA et du CE pour 2008-2009 totalise environ 390 heures.

Le Comité des ressources humaines (CRH), a pour principale fonction d'orienter et d'encadrer la gestion des affaires humaines de l'organisation. Il s'est réuni à huit (8) reprises au cours de l'année, pour un total d'environ 85 heures de travail. Il a participé, entre autres, à l'évaluation du personnel, à l'embauche de nouvelles ressources humaines oeuvrant à titre de consultants et d'étudiants d'été. Il a également poursuivi ses activités d'encadrement et de gestion du projet portant sur la participation citoyenne, l'éducation populaire et le dossier de l'accessibilité architecturale et urbanistique. Le CRH a enfin continué son travail d'encadrement des bénévoles par des rencontres visant à les soutenir dans de nouvelles fonctions. Ce comité est composé essentiellement de trois (3) administrateurs et de la coordonnatrice. Ces administrateurs sont Line Beauregard, Richard Chabot et Carol Ferland.

3.1.2 Les bénévoles impliqués

Les bénévoles impliqués sont les pierres angulaires de notre raison d'être et d'agir. Cette année encore, plusieurs bénévoles auront eu à cœur l'avancement des droits et intérêts des personnes ayant une déficience motrice et plus largement, des personnes handicapées. Le tableau qui suit illustre ces personnes :

Tableau 2. : Les bénévoles impliqués en 2008-2009

Bénévoles impliqués en 2008-2009		
Line Beauregard	Jean Côté	Dorice Girard
Manon Blaney	Patrick Duchaine	Nathalie Gordon
Nathalie Bleau	Christian Dufour	Daniel Langlois
Laurence Brunelle-Côté	Nathalie Dumont	Éric Lapointe
Normand Boucher	Carol Ferland	Sylvie Leblanc
Richard Chabot	Raymonde Fillion	Raynald Pelletier
Paul-Émile Chamberland	Mario Girard	

3.1.3. Les orientations stratégiques 2009-2015

Nous avons entrepris, cette année, un important chantier en mettant sur pied une planification stratégique solide pour les années 2009 à 2015. Avec l'appui d'un consultant externe, un comité réduit formé de deux administratrices et de la coordonnatrice, s'est d'abord penché sur les orientations stratégiques du CAPVISH. Ce comité a soulevé les questionnements qui ont été mis de l'avant lors d'une journée de réflexion plus large à laquelle ont participé le conseil d'administration, les employés et les bénévoles actifs de l'organisme.

Cette activité de réflexion avait lieu le 22 mai 2009. À partir de cette journée, le consultant externe, la coordination et les administrateurs ont pu établir une planification stratégique et même un plan d'action plus spécifique pour les deux prochaines années. Pour ceux et celles qui le souhaitent, nos orientations stratégiques pour les années 2009-2015 sont disponibles au bureau du CAPVISH.

Il est à noter qu'il a été entre autres décidé d'organiser un « lac-à-l'épaule » tous les deux ans pour stimuler la réflexion, revoir les grandes orientations de l'organisation et approfondir sa vision. Il s'agit donc d'un dossier à suivre et, dès 2011, nous nous permettrons de réitérer cette formule de journée de réflexion.

3.1.4 Reconnaissance du travail bénévole et de l'équipe : 30 ans d'action et de défense de droits !

Le CAPVISH a eu 30 ans cette année. L'anniversaire a été souligné lors d'un 5 à 7 le 22 mai dernier à l'hôtel Pur à Québec. Ce fut d'abord un beau moment de retrouvailles, plusieurs anciens bénévoles et anciens employés du CAPVISH y étaient ! Ce fût aussi l'occasion d'échanger avec nos partenaires, entre autres l'OPHQ, le CSSS Vieille Capitale, la CDÉC de Québec, l'IRD PQ, le RÉPAC, la Ville de Québec, etc. et ce, dans un cadre festif et détendu. De plus, au cours de l'hiver précédent cet événement, Viviane Labrie a conçu une aquarelle originale pour réaliser une bannière représentant l'organisme. Cette dernière fût donc dévoilée lors de l'événement. Soixante trois (63) personnes ont participé à ce cocktail anniversaire.

3.1.5 Tableau synthèse de l'implication bénévole

Voici un portrait de l'énergie déployée par nos bénévoles, par secteur. Chaque bénévole peut s'impliquer dans plus d'un dossier. Cette implication est soutenue par la coordination. Comparativement à l'année précédente, c'est environ deux cent quarante (240) heures supplémentaires d'investissement bénévoles en 2008-2009. Le tableau 3 vous présente la synthèse de cette implication bénévole :

Tableau 3. : Synthèse de l'implication bénévole

Activités	Heures investies	Bénévoles impliqués
Affaires générales de la corporation		
• Conseil d'administration (CA) et Comité exécutif (CE)	390	7
• Comité des ressources humaines (CRH)	85	3
• Comité des ressources matérielles et financières	115	4
• Comité des sages et journée d'orientation stratégique	130	14
Total	720	
Communication et vie associative		
• Membriété	120	1
• Bulletin	70	5
• Site Internet	20	2
Total	210	
Dossier Accessibilité		
• Participation citoyenne et action bénévole	480	12
• Accessibilité aux événements	15	1
• Table de concertation accessibilité universelle Ville de Québec	40	3
• Ville de Québec, sécurité et urbanisme	15	1
Total	550	
Dossier Soutien à domicile		
• Service Banque de référence aide à domicile (BRAD)	268	5
• Comité SAD-ROP 03	30	1
• Comité national Chèque emploi service (CES)	20	2
• SAD - CES : Groupe de discussion	40	8
Total	360	
Dossier Habitation		
• Logement social et accessibilité (FRAPRU)	20	2
• Habitation et incapacités	45	3
Total	65	
Dossier Transport		
• Comité technique du RTC (transport adapté et régulier)	30	1
• Essais Écolobus	15	3
Total	45	
Dossier Travail	10	1
Dossier Fauteuils roulants et aides techniques	30	2
Autres activités de représentations		
• Comité éducation populaire (ÉPA)	60	3
• Congrès, assemblées générales, colloques et Conseil municipal	260	9
Total	320	
GRAND TOTAL	2310	

3.2 Le personnel

L'année 2008-2009 demeure une année de stabilité quant aux ressources humaines permanentes de l'organisme. En effet, le personnel permanent reste le même que l'année dernière. Au cours de l'année 2008-2009, huit (8) personnes ont été à l'emploi du CAPVISH (à temps plein, à temps partiel ou de façon temporaire). Mentionnons également le passage de deux (2) personnes engagées à titre de consultants sur des dossiers différents. Voici la liste des employés pour 2008-2009.

Tableau 4. : Le personnel en 2008-2009

Personnel – 2008-2009				
Prénom	Nom	Fonction	Volet	Statut
Giannina	Collantes	Responsable de service	Service BRAD	Régulier (Temps plein)
Nicole	Germain	Préposée principale à l'information	Service BRAD	Régulier (Temps plein)
Nathalie	Gordon	Soutien à l'équipe	CAPVISH BRAD	Poste d'étudiant (Été 2008)
Marie-Joëlle	Lemay-Brault	Chargée de projet	CAPVISH	Temporaire (mai 2007– avril 2009)
Poulin	Guy	Consultant orientation stratégique	CAPVISH	Temporaire (avril – mai 2009)
Ronald	Racine	Commis comptable	CAPVISH	Contractuel (Temps partiel)
Kathia	Roy	Coordonnatrice	CAPVISH	Régulier (Temps plein)
Tremblay	Sophie	Consultante Soutien à domicile	Service BRAD	Temporaire (Février- avril 2009)

4. Portrait des réalisations du CAPVISH en 2008-2009 selon les dossiers

4.1 Représentations & défense de droit : vers une participation citoyenne dans une société inclusive

En accord avec notre mission, nos valeurs et nos orientations, nos actions se sont appuyées, encore cette année, sur nos membres et bénévoles, ainsi que sur leur capacité à se mobiliser. Afin de consolider nos actions au plan régional et national, nous avons également poursuivi notre travail en partenariat avec les organisations partageant des intérêts communs avec nous. Ces deux dimensions de l'action communautaire font partie des façons de faire de l'organisme, que nous tentons d'améliorer d'année en année.

Fidèle à ces deux principes, les activités de représentation, qui composent une portion considérable des actions auxquelles sont associées nos bénévoles et notre équipe, deviennent également des actions de défense de droit. Ces activités servent enfin de lieux de formation où nos représentants peuvent parfaire leur rôle d'agents de sensibilisation auprès des divers partenaires du milieu. Les principales activités de défense de droits, de représentations et de formation sont rassemblées dans cette section du rapport d'activité. Le tableau qui suit en illustre les principales activités.

Tableau 4. : Les principales activités de défense de droits, de représentations et de formation en 2008-2009

Activités et nombre de rencontres	Mandataire(s)	Nombre de délégués ²	Objectif(s)
DOSSIER ACCESSIBILITÉ / PARTICIPATION CITOYENNE ET ACTION BÉNÉVOLE			
<ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement individuel (17)³ • Activité de formation (7) • Café-rencontres (10) • Consultations publiques (6) • Émissions radiophoniques (2) • Rédaction et envoi lettre de revendication (12) • Requêtes aux arrondissements (19) • Rencontre de suivi CA (6) • Rencontre de suivi partenaires (2) • Rencontre de travail en groupe (11) • Visite d'évaluation sur le terrain (4) • Rédaction d'un communiqué de presse et diffusion d'un publi-reportage sur la promotion de la Boîte à outils dans le cadre de la SQPH • Réalisation d'une formation destinée à la présentation de la Boîte à outils • Présentation du projet et de la Boîte à outils lors de la journée scientifique de l'IRDPQ • Réalisation et initiation d'un plan de communication pour diffusion de la Boîte à outils (Centres de documentation IRDPQ – OPHQ) • Mise en ligne de la Boîte à outils sur site CAPVISH et ROP 	<ul style="list-style-type: none"> • CAPVISH 	Variable selon les activités Entre 2 et 12	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser la participation citoyenne des personnes ayant des incapacités motrices, notamment nos membres et bénévoles. • Approfondir les connaissances sur les mécanismes de participation citoyenne via la préparation et la participation à des consultations publiques, des émissions radiophoniques, des conseils de Ville, tables de concertation, des prises de paroles diverses. • Améliorer les connaissances en droit et sur les normes urbanistiques et d'accessibilité. • Améliorer et utiliser des stratégies argumentaires et de revendication (orales et écrites). • Identifier et décrire des obstacles environnementaux. • Sensibiliser de divers acteurs : commissions scolaires, élus municipaux, entreprises privées et publiques, population générale, aux réalités des personnes handicapées et aux enjeux de l'accessibilité universelle. • Informer et sensibiliser les intervenants du réseau de la santé et des services sociaux sur nos objectifs de participation citoyenne, d'éducation populaire et sur nos outils y correspondant. • Outiller les participants, bénévoles et ressources humaines salariées de l'organisme pour présenter et promouvoir la Boîte à outils • Développer des compétences en tant que formateur et présentateur • Renforcement du partenariat avec les organismes communautaires et gouvernementaux.

² Délégués : Inclut les bénévoles et les employés

³ Les chiffres placés entre parenthèse à la fin de chaque énumération d'activité représentent le nombre de rencontres réalisées.

Tableau 4. : Les principales activités de défense de droits, de représentations et de formation en 2008-2009 / 2

Activités et nombre de rencontres	Mandataire(s)	Nombre de délégués	Objectif(s)
DOSSIER ACCESSIBILITÉ / ÉVÉNEMENTS			
<ul style="list-style-type: none"> • Rencontre Équipe ressource Fête du 400^e de la Ville de Québec (1) • Rencontre du Comité Accès aux événements et guide accessibilité aux événements (3) 	<ul style="list-style-type: none"> • Société du 400^e OPHQ ROP 03 • ROP 03 	2	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre et finaliser la sensibilisation des partenaires politiques chargés de l'organisation d'événements liés aux fêtes du 400^e anniversaire de la Ville de Québec à l'importance de l'accessibilité universelle à des tels événements. • Collaborer à la création de réflexes soutenant l'accessibilité universelle auprès des organisateurs d'événements par la création d'un guide relatif à ces questions.
DOSSIER ACCESSIBILITÉ / TABLE DE CONCERTATION ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE VILLE DE QUÉBEC (TAU)			
<ul style="list-style-type: none"> ○ Rencontre préparatoire avec partenaire milieu associatif pour TAU (3) ○ Rencontres de la TAU (4) ○ Rédaction du mémoire sur nos réactions face au dépôt du Plan d'action de la Ville de Québec en matière d'intégration des personnes handicapées (PAIPH) ○ Dépôt du mémoire Conseil municipal et Table ○ Participation à la présentation du Cadre de référence du RIPPH – PAPH Ville de Québec 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Ville de Québec ○ ROP, CAPVISH, RPHV ○ CAPVISH (rédaction et dépôt doc.) ○ RIPPH 	Variable selon les activités Entre 3 et 5	<ul style="list-style-type: none"> • Préparer nos interventions sur la TAU. • Représenter les personnes, sensibiliser les partenaires siégeant à la TAU sur les besoins des personnes et les questions touchant l'accessibilité sur le territoire de la Ville. • Faire connaître notre position, les besoins des personnes que nous représentons relativement au PAIPH de la Ville de Québec • Sensibiliser les décideurs municipaux à l'importance de prendre en considération les besoins d'inclusion des personnes et faire reconnaître l'expertise du milieu associatif à ce sujet. • Favoriser le transfert d'information afin d'outiller nos bénévoles aux activités de représentations sur un dossier de la TAU : Le Plan d'Action pour l'intégration des personnes handicapées à la Ville de Québec.
DOSSIER ACCESSIBILITÉ / VILLE DE QUÉBEC, SÉCURITÉ ET URBANISME			
<ul style="list-style-type: none"> • Rencontre du Comité Sécurité et accessibilité aux travaux publics (SATP) Ville de Québec (3) • Rencontre préparatoire au Comité SATP, rédaction volet (2) 	<ul style="list-style-type: none"> • Ville de Québec, IRDPQ, ROP, CAPVISH, RPHV • CAPVISH 	2	<ul style="list-style-type: none"> • Collaborer à la mise en place d'un feuillet de sensibilisation auprès des directeurs des travaux publics des 8 arrondissements de la Ville de Québec et des travailleurs oeuvrant sur les chantiers. • Rédiger le volet des données anthropométriques personnes ayant des incapacités motrices. • Réviser le document produit et le présenter, en collaboration avec le RPHV, à la Table de concertation sur l'accessibilité universelle.

Tableau 4. : Les principales activités de défense de droits, de représentations et de formation en 2008-2009 / 3

Activités et nombre de rencontres	Mandataire(s)	Nombre de délégués	Objectif(s)
DOSSIER HABITATION / LOGEMENT SOCIAL ET ACCESSIBILITÉ (FRAPRU)			
<ul style="list-style-type: none"> Participation à l'assemblée générale (AG) du FRAPRU (1) Rencontre préparatoire AG FRAPRU (1) 	<ul style="list-style-type: none"> FRAPRU CAPVISH 	2	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la vie associative et les liens de partenariat avec les autres organismes de défense et de promotion. Renseigner sur la réalité des personnes ayant des incapacités motrices au regard de la question du logement social et de l'accessibilité physique et architecturale. Actualiser les connaissances et préparer les interventions des bénévoles du CAPVISH sur le dossier de l'accessibilité et du logement social dans le contexte de représentation au FRAPRU.
DOSSIER HABITATION / HABITATION ET INCAPACITÉS			
<ul style="list-style-type: none"> Rencontre Comité de travail Habitation et incapacités (2) Rencontre de soutien et mentorat dans le cadre d'un projet d'Emploi Été Canada (2) 	<ul style="list-style-type: none"> CAPVISH 	6 : 3 par activité	<ul style="list-style-type: none"> Poursuite du projet de développement d'un outil pour notre site Internet portant sur la localisation d'immeubles locatifs et de services accessibles dans la Ville de Québec (accessibilité architecturale et environnementale) Soutenir et orienter l'agent de développement sur les évaluations d'immeubles et de services relativement à leur accessibilité. Tests et saisie de données sur le site Internet du CAPVISH.
DOSSIER FAUTEUILS ROULANTS ET AIDES TECHNIQUES			
<ul style="list-style-type: none"> Comité conjoint – personnel des aides techniques de l'IRDPQ et usagers (3) 	<ul style="list-style-type: none"> IRDPQ 	2	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à l'amélioration des services de réparation et d'entretien des fauteuils roulants
DOSSIER TRAVAIL			
<ul style="list-style-type: none"> Rencontre Table de concertation pour la formation emploi des personnes handicapées Capitale Nationale (3) 	<ul style="list-style-type: none"> OPHQ, ROP 03 	1	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à l'amélioration de la situation de l'emploi et de la formation pour les personnes handicapées. Établir les liens de partenariat sur les dossiers communs.

Tableau 4. : Les principales activités de défense de droits, de représentations et de formation en 2008-2009 / 4

Activités et nombre de rencontres	Mandataire(s)	Nombre de délégués	Objectif(s)
DOSSIER SOUTIEN À DOMICILE / BANQUE DE RÉFÉRENCE AIRDE À DOMICILE (BRAD)⁴			
<ul style="list-style-type: none"> Rencontre d'information CAPVISH, Service BRAD et intervenants CSSS Vieille Capitale (3) Rencontre d'information CAPVISH, Service BRAD et intervenants CSSS Québec Nord (1) Rencontre de travail CAPVISH, Service BRAD et CSSS Vieille Capitale (1) Visite du CAPVISH et du Service BRAD par un partenaire du réseau de la santé (parapublic), provenant du CSSS Québec Nord (1) Rencontre de travail concernant la mise à jour de la Convention entre les partenaires (gestionnaires usagers et travailleurs du CES) ainsi que sur l'élaboration d'une procédure de traitement des plaintes (5) 	<ul style="list-style-type: none"> CAPVISH 	Variable : Entre 2 et 11	<ul style="list-style-type: none"> Présenter le CAPVISH et ses dossiers de défense de droits. Présenter le volet du Service BRAD et son fonctionnement afin de poursuivre le partenariat avec les intervenants du réseau de la santé (parapublic), les informer de notre travail, de notre structure, défis. Mettre à jour les connaissances des cadres du CSSS Vieille Capitale sur le Service, nos besoins de partenariat concernant les formations, calendrier de rencontres, réseautage avec le CSSS Québec Nord. Partage d'expertise sur le fonctionnement de notre base de données, sur nos activités de démarchage et de recrutement, pour stimuler le recrutement sur le territoire de Val Bélair /Ancienne-Lorette. Mise à jour de la Convention entre les partenaires établissant les droits et responsabilités des parties inscrit au BRAD. Débuter l'élaboration d'un document sur les procédures de traitement des plaintes afin d'informer les utilisateurs du service des recours possibles en contexte d'insatisfaction.
DOSSIER SOUTIEN À DOMICILE / COMITÉ SAD-ROP 03			
<ul style="list-style-type: none"> Rencontre du Comité soutien à domicile (8) 	<ul style="list-style-type: none"> ROP 03 	1	<ul style="list-style-type: none"> Travailler sur les problématiques régionales de SAD en concertation avec les acteurs du milieu. Élaboration de stratégies afin de faire valoir les droits des personnes et de leur famille (plan d'action et de travail).
DOSSIER SOUTIEN À DOMICILE / COMITÉ NATIONAL CHÈQUE EMPLOI SERVICE (CES)			
<ul style="list-style-type: none"> Rencontre d'échange avec les signataires du mémoire et partenaires dans le dossier CES (2) Équipe ministérielle au MSSS / dossier du CES (1) 	<ul style="list-style-type: none"> AQRIPH CAPVISH et signataires du mémoire 	3	<ul style="list-style-type: none"> Participer aux actions visant l'amélioration du CES Poursuivre nos démarches pour faire progresser le dossier CES Contribuer à la réflexion portant sur des pistes de solutions concernant l'organisation et la coordination des services de soutien à domicile et sur les spécificités inhérentes aux conditions de travail du CES.

Tableau 4. : Les principales activités de défense de droits, de représentations et de formation en 2008-2009 / 5

⁴ Pour un portrait exhaustif des activités réalisées dans le cadre du volet du Service BRAD, voir la section 5.2 du présent rapport d'activité et le Bilan des activités du Service.

Activités et nombre de rencontres	Mandataire(s)	Nombre de délégués	Objectif(s)
DOSSIER SOUTIEN À DOMICILE / SAD-CES : GROUPE DE DISCUSSION			
<ul style="list-style-type: none"> Préparation Groupe de discussion portant sur «l'expérience et les enjeux des personnes dans le cadre de la mesure du CES» Réalisation du Groupe de discussion 	<ul style="list-style-type: none"> CAPVISH 	4	<ul style="list-style-type: none"> Préparer l'animation et les thèmes d'un groupe de discussion réunissant des gestionnaires usagers du CES. Documenter l'expérience et les enjeux des gestionnaires du CES relativement aux conditions de recrutement de travailleurs, gestion de la mesure d'allocation, lien avec les institutions publiques qui en relève, etc.
DOSSIER TRANSPORT / COMITÉ TECHNIQUE DU RTC (TRANSPORT ADAPTÉ ET RÉGULIER)			
<ul style="list-style-type: none"> Rencontre du Comité technique sur le Réseau de Transport de la Capitale (3) Évaluation de l'accessibilité du Centre d'information (Centre Ville de Québec) Évaluation de l'accessibilité des stations tempérées (IRD PQ / Fleur de Lys) Évaluation de l'accessibilité du présentoir et téléphone du RTC, Complexe Jacques Cartier Collaboration Guide de l'utilisateur du Service Transport Adapté de la Capitale STAC 	<ul style="list-style-type: none"> RTC - ROP 	Variable selon les activités Entre 1 et 4	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à l'amélioration de l'offre de service en transport public (commun et adapté) pour les personnes ayant des limitations fonctionnelles. Participer à une visite afin d'évaluer l'accessibilité physique du Centre d'information du RTC Participer à une visite afin d'évaluer l'accessibilité physique des stations tempérées du RTC Contribuer, par des commentaires, à l'évaluation de l'accessibilité physique du présentoir et service téléphonique du RTC (transport rég.), STAC et Écolobus) Contribuer, par des commentaires et de l'information sur les besoins des personnes ayant des incapacités motrices, à l'amélioration du Guide de l'utilisateur du STAC.
DOSSIER TRANSPORT / ESSAIS ÉCOLOBUS			
<ul style="list-style-type: none"> Évaluation de l'accessibilité de l'Écolobus du RTC (4) 	<ul style="list-style-type: none"> RTC - ROP 	4	<ul style="list-style-type: none"> Participer à des visites afin d'évaluer l'accessibilité physique en fauteuil roulant manuel, électrique et en quadriporteur de l'Écolobus du RTC
DOSSIER TRANSPORT / INTERCONNEXION SERVICES TRANSPORT RÉGULIER / ADAPTÉ TERRITOIRE DE LA CMQ			
<ul style="list-style-type: none"> Collaboration au suivi dossier Harmonisation des interconnexions en transport régulier et adapté dans le Québec métropolitain 	<ul style="list-style-type: none"> ROP 03 	2	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer, par des commentaires, aux revendications menées par le ROP 03 relativement à l'accessibilité du transport collectif régulier (TCR) des personnes ayant des limitations fonctionnelles dans les déplacements inter-rives sur le territoire de la communauté métropolitaine de Québec.

Tableau 4. : Les principales activités de défense de droits, de représentations et de formation en 2008-2009 / 6

Activités et nombre de rencontres	Mandataire(s)	Nombre délégués	Objectif(s)
AUTRES ACTIVITÉS DE REPRÉSENTATIONS / COMITÉ ÉPA			
<ul style="list-style-type: none"> Implication et participation active dans le Comité ÉPA (11) 	<ul style="list-style-type: none"> Regroupement en éducation populaire et action communautaire (RÉPAC) 	1	<ul style="list-style-type: none"> Établir les liens de solidarité et de partenariat sur les dossiers communs. Permettre le transfert et l'acquisition de connaissances sur la notion d'éducation populaire. Organiser les diverses activités de formation en éducation populaire. Sensibiliser et susciter des prises de conscience de nos partenaires du Comité sur les questions touchant l'accessibilité architecturale et les besoins des personnes ayant des incapacités motrices.
AUTRES ACTIVITÉS DE REPRÉSENTATIONS / CONGRÈS, AG, COLLOQUES, FORUM ET CONSEIL MUNICIPAL			
<ul style="list-style-type: none"> Participation et présentation au 21^e Congrès mondial de Rehabilitation International. Participation au Forum pour des collectivités amies des aînés dans la région de la Capitale-Nationale. Participation au Colloque sur le Croisement de savoirs sur les inégalités en santé / atelier «La pauvreté qui dure : à la recherche d'actions cohérentes ou comment faire monter des escaliers qui descendent» /12^e Journées annuelles de santé publique. Participation au Forum : «Accès aux soins de santé et services sociaux... 3 ans après, bilan et perspectives», Colloque Mouvement PHAS Assemblée générale annuelle (3 : ROP 03, CDÉC de Québec, RÉPAC) Rencontre d'information reddition de comptes et subvention ASSS Colloque des administrateurs et des bénévoles CABQ (2) Visite de l'Hôpital Laval (1) 	<ul style="list-style-type: none"> IRD PQ Conférence régionale des élus de la Capitale Nationale (CRÉ) Journée annuelle en santé publique (JASP) Mouvement PHAS ROP 03, CDÉC de Québec, RÉPAC ASSS CABQ (2 activités) 	Variable selon les activités Entre 1 et 5	<ul style="list-style-type: none"> Présenter notre Démarche éthique et développer des liens de partenariat au niveau national et international. Prendre conscience collectivement des impacts liés au vieillissement de la population et de la nécessité d'adapter les différents milieux de vie en fonction de cette réalité. Vivre une expérience de croisements de savoirs entre des intervenantes et chercheur-es du milieu de la santé publique et des personnes, en situation de pauvreté ou non, rattachées à un mouvement citoyen de lutte contre la pauvreté. Poser des constats sur les expériences et comportements des personnes en situation de pauvreté et sur les éléments agissant sur les environnements générateurs d'inégalités. Assurer une mise à jour et un suivi de nos connaissances concernant l'accès aux services de santé et de services sociaux pour les personnes handicapées et leur famille. Améliorer et maintenir la vie associative et nos liens de partenariat. Renseigner et sensibiliser sur la réalité des personnes ayant des incapacités motrices. Actualiser nos connaissances des structures et manières de compléter les subventions obtenues de l'ASSS. Reconnaître le travail de nos bénévoles, les outiller. Favoriser les liens avec d'autres groupes de bénévoles. Visite terrain d'un établissement de santé dans une perspective d'amélioration continue de la qualité et de l'accessibilité aux services aux personnes à mobilité restreinte, avec tableau de recommandations.

Tableau 4. : Les principales activités de défense de droits, de représentations et de formation en 2008-2009 / 7

Activités et nombre de rencontres	Mandataire(s)	Nombre délégués	Objectif(s)
FORMATIONS			
<ul style="list-style-type: none"> • Prendre la parole, ça s'apprend ! • S'outiller pour mieux défendre ses droits. • Formation politique : Les plates formes électorales des différents partis politiques • Présentation du Programme de Services Intensifs Soutien à Domicile (SISAD IV) • Le CAAP : Qui est-il ? Quels sont ses objectifs et ses mandats • Conférence de presse : La question du logement social à Québec, par quartier et par clientèle. 	<ul style="list-style-type: none"> • Centre formation St-Pierre • Commission des droits personnes et jeunesse (CDPJ) • RÉPAC • Agence de la Santé et des services sociaux (ASSS) • Centre d'assistance d'accompagnement aux plaintes de la Capitale nationale (CAAP) • CDÉC de Québec 	Variable selon les activités Entre 2 et 14	<ul style="list-style-type: none"> • Développement d'aptitude et prise de parole publique • Amélioration et utilisation des stratégies argumentaires en revendication • Amélioration de connaissances en droit • Mieux comprendre les tenants et les aboutissants de la réalité politique au Québec, notamment ce que proposent les partis politiques via leurs plates formes électorales • Assurer le suivi de nos représentations passées sur le dossier du programme SIMAD, par un transfert d'information. • Comprendre les tenants et les aboutissants d'une procédure de traitement des plaintes via le CAAP • Améliorer la vie associative et les liens de partenariat avec un organisme du milieu de la santé et des services sociaux qui a des points communs avec notre organisme dans ses objectifs. • S'informer et actualiser nos connaissances sur la question du logement social dans les quartiers et auprès des personnes où nous oeuvrons et que nous représentons.

4.2 Assemblée générale annuelle

Une fois de plus, c'est le Salon des bénévoles de l'Institut de réadaptation en déficience physique de Québec (IRD PQ) qui nous a accueillis pour la tenue de notre 30^e assemblée des membres, le 25 septembre 2008. Elle était présidée et animée par M. Jacques Vézina, coordonnateur clinique à l'IRD PQ. Trente et une (31) personnes participaient, dont vingt quatre (24) membres. Les points suivants y ont été présentés :

- Le bilan du rapport financier de l'année 2007-2008
- Le bilan du rapport d'activité de l'année 2007-2008
- Présentation et adoption du plan d'action pour l'année 2008-2009
- Élection des membres du conseil d'administration pour l'année 2008-2009

4.3 Recherche de financement

Voici les principales démarches de financement effectuées au cours de l'année 2008-2009. Mentionnons l'habituel support de nos bailleurs de fonds qui a une fois de plus été fondamental dans la poursuite des objectifs que nous nous sommes fixés.

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) – Fonds d'aide à l'action communautaire autonome

- Reconstitution du financement en appui à la mission globale pour le CAPVISH, avec indexation.

Agence de la Santé et des Services sociaux de la région 03 - Programme PSOC

- Consolidation du financement par objectif pour le Service de la Banque de référence pour l'aide à domicile (BRAD): **financement accordé avec indexation.**

Ressources Humaines et Développement des Compétences Canada (RHDC)

- Demande de soutien financier pour l'embauche d'un étudiant pendant la période estivale dans le cadre du programme Placement Carrière-Été 2009 : **financement accordé.**

Autofinancement

- Lotomatique
- Revenus d'adhésion des membres

5. Les dossiers majeurs

5.1 L'accessibilité architecturale, environnementale et sociale : réfléchir et agir

Comme l'accessibilité architecturale, environnementale et sociale est une de nos préoccupations centrales, nous avons, encore cette année, concentré une grande partie de nos énergies à multiplier les actions à cet égard. Des actions pour mieux réfléchir, agir et influencer, par notre présence active, les travaux de la Table de concertation sur l'accessibilité universelle; la poursuite de notre implication aux travaux portant sur l'accessibilité aux événements; la poursuite et la complétude du projet relatif à la participation citoyenne de nos bénévoles au regard de l'accessibilité universelle; etc. Sans reprendre l'ensemble des informations déjà colligées dans le tableau faisant référence à l'ensemble des activités de défense de droits et de représentations en 2008-2009 (pp. 12-18) sur ce dossier, nous vous présentons quelques éléments de ce vaste dossier qui ont été centraux cette année.

5.1.1 Table de concertation pour l'accessibilité universelle

L'année 2008-2009 marque la reprise formelle des activités de la Table de concertation pour l'accessibilité universelle de la Ville de Québec, à laquelle nous avons pris part activement. Ainsi, nos demandes de remaniements dans les mandats de la Table, en faveur d'une plus grande influence auprès des décideurs politiques se sont poursuivies, avec, disons-le, des résultats partiels.

Des résultats positifs, mentionnons que le système de plainte de la Ville sera modifié afin de produire à tous les six mois un bilan relatif aux requêtes relatives à une problématique d'accessibilité universelle, ce qui assurera un suivi bi-annuel de ces demandes, essentiellement faites par les personnes concernées par des problèmes d'accessibilité. Ces modifications étaient réalisées pour être opérationnelles dès janvier 2009. En juin 2009, soit six mois suivant cet engagement de la Table, ce premier bilan ne nous était pas encore fourni.

Des résultats moins positifs, soulignons notre difficile participation **visible** à la Table de concertation. Notre organisme ayant, à plusieurs reprises, suggéré des façons de faire afin de prendre davantage en considération le milieu associatif sur cette instance consultative, sans grands acquis réels. Ce qui ne nous a pas empêchés de déposer, en mai 2009, un mémoire portant sur nos réactions et recommandations relativement au dépôt du plan d'action à l'égard des personnes handicapées de la Ville de Québec. Ce mémoire fut déposé, tant au Conseil municipal qu'à la Table et à reçu un accueil, de part et d'autres, pour le moins mitigé. Or, une des recommandations fondamentales qu'il renferme est justement de reconnaître davantage le milieu associatif représentant les personnes handicapées, en prenant en considération son expertise et ses forces quant à son réel souci de rendre compte des réalités et des besoins des personnes qu'il représente.

Nous souhaitons ardemment voir la question de l'inclusion des personnes ayant des incapacités passer de simple préoccupation au rang de priorité administrative et politique à la Ville de Québec. Selon nous, cette question mérite une plus grande attention de la part de l'administration municipale, qui détient un grand pouvoir quant à l'amélioration des conditions de vie de ces citoyens. Dans ce contexte, nous nous questionnons à la fois sur le réel pouvoir de la Table de concertation sur l'accessibilité universelle, à répondre concrètement à ces préoccupations, et sur notre propre pouvoir d'influence sur cette instance. Quoi qu'il en soit, nos représentations à venir se concentreront certainement sur la question de l'inclusion des personnes handicapées et de leurs places en tant que citoyens à part entière dans cette ville qui est la nôtre.

5.1.1.1. Comité accessibilité et sécurité des travaux publics à la Ville de Québec

Issu de la Table de concertation, le comité sur l'accessibilité et la sécurité des travaux publics a pour but de renforcer la sécurité et le sentiment de sécurité des piétons lors de travaux publics, notamment ce qui concerne la voirie et les bâtiments. Soulignons que ce comité, dont les premiers balbutiements étaient à l'été 2007-2008, a finalement produit une fiche où se trouvent, entre autres, des informations concernant les environnements accessibles et sécuritaires dans un contexte d'aménagements temporaires de la circulation, la sécurité et la protection sur un site de travail, etc. Le comité ayant complété ses travaux d'élaboration, la Table devait reprendre ces derniers afin de les diffuser, en juin 2009, aux directeurs des travaux publics et à l'ensemble des travailleurs municipaux de la Ville de Québec. Un dossier à suivre...

5.1.2 Comité Accès aux événements du ROP 03

Ce comité a repris et finalisé les travaux de l'équipe ressources des Fêtes du 400^e anniversaire de la Ville de Québec dont le mandat était de voir à l'accessibilité des événements. Sous la responsabilité du ROP 03, nous avons collaboré aux remaniements et à la création d'un Guide pour l'accessibilité aux événements. Nous projetons, dans la prochaine année, de le soumettre à diverses organisations afin de s'assurer qu'il répond bien tant aux besoins d'accessibilité des personnes handicapées, qu'aux promoteurs et organisateurs d'événements.

5.1.3 **Projet participation citoyenne**

Dans le but de favoriser la participation citoyenne des personnes ayant des incapacités motrices, le Comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH) a développé, au cours des années 2008 et 2009, un projet sur le thème de l'accessibilité universelle. Ce projet a amené plusieurs de nos bénévoles à s'interroger et à agir sur les éléments de réussite dans la participation citoyenne des personnes ayant des incapacités face aux enjeux de l'accessibilité universelle. Il a aussi permis d'offrir de la formation ainsi que de l'accompagnement, afin que nos bénévoles développent leurs compétences et qu'ils mènent des actions citoyennes en faveur de l'amélioration de l'accessibilité dans leur environnement.

Le projet visait également la production d'outils vulgarisés aidant les personnes à faire valoir leurs droits et à porter des revendications concernant l'accessibilité auprès des instances concernées, notamment au niveau municipal. Il s'est réalisé avec une vision participative où les principes de l'éducation populaire ont été mis de l'avant, afin d'amener les participants à assumer pleinement leur citoyenneté et à être des agents multiplicateurs de changement dans leur milieu.

Sous la supervision de la coordonnatrice et du conseil d'administration de l'organisme, le mandat de la chargée de projet s'est étalé sur 37 semaines, soit de mai 2008 à février 2009. À cela s'ajoute un mandat de 40 heures de travail afin de préparer une formation sur l'utilisation de la Boîte à outil. Ce mandat additionnel s'est déroulé sur 4 semaines, entre la période de la mi-mars à la mi-avril de cette année.

Après quelques semaines de structuration, de prise de connaissance du fonctionnement de l'organisme par la chargée de projet, d'étude des personnes que nous représentons, de la problématique et des enjeux liés au projet, un groupe est formé fin juin, début juillet 2008. Entre cinq et sept personnes se sont impliquées sur une base régulière. Mis à part ce noyau de participants, des membres de notre conseil d'administration et la coordonnatrice ont apporté leur soutien au quotidien. D'autres membres actifs de l'organisme ont gravité en périphérie du projet et ont participé à plusieurs des activités proposées.

Pour la réalisation des activités du projet, le groupe défendait les principes de l'accessibilité universelle, tout en choisissant de se centrer sur des actions visant l'accessibilité architecturale et urbanistique. Les participants étant presque tous des personnes utilisant un fauteuil roulant, c'est ce volet qui les touchait et les motivait davantage.

Dans le rapport final de ce projet, vous constaterez l'ampleur du travail accompli avec le groupe de participants et cernerez les objectifs visés par les diverses activités. Notons que les activités se sont réalisées avec le soutien, l'animation ou l'accompagnement de la chargée de projet. Ce rapport est disponible sur demande au CAPVISH.

5.2 **Le soutien à domicile**

Adopté en février 2003, la politique de soutien à domicile « *Chez soi : le premier choix* » identifie les indicateurs de l'offre de services d'aide à domicile. Entre autres éléments, cette politique gouvernementale reconnaît et prône le libre choix de la personne quant à la modalité de prestation de services qu'elle désire recevoir et la manière d'organiser ces services. Elle statue également sur la gratuité des services ainsi que sur les montants de sa couverture.

Entre 2004 et 2009, les orientations ministérielles provinciales en déficience physique « *Pour une véritable participation à la vie en communauté* » suivent également cette volonté de permettre aux personnes ayant des incapacités de demeurer dans leur milieu de vie naturel, si tel est leur choix.⁵ C'est en accord avec ces perspectives que nous oeuvrons dans ce dossier, tant du point de vue local, régional que national.

⁵ Inspiré largement de l'introduction du mémoire « *Il est moins cinq pour le CES* » (Juin 2009), auquel nous avons collaboré.

5.2.1 Le dossier du soutien à domicile : le travail se poursuit... en groupe de discussion

À la demande de nos membres, l'année 2008-2009 a vu la question du soutien à domicile être traité par notre organisme en accentuant les actions aux niveaux local et régional. Nous avons donc organisé un groupe de discussion afin de mieux comprendre la réalité des personnes habitant Québec et ayant des incapacités motrices, dans le cadre de la mesure d'allocation directe du CES. Plus précisément, il s'agissait de documenter les difficultés rencontrées avec le Centre de traitement de la paye Desjardins dans le volet de sa gestion du CES, de comprendre le processus de recrutement des gestionnaires et les conditions d'emploi de leurs travailleurs. Nous avons enfin le souci d'améliorer le Service BRAD par une évaluation de la satisfaction des personnes utilisant ce Service offert par notre organisme. Cet exercice a enfin pour but d'alimenter nos représentations et nos actions de défense dans la sphère du politique.

Au terme de cette activité, cette rencontre nous a permis de connaître l'expérience et les enjeux individuels des personnes dans le cadre de la mesure d'allocation du CES. Plusieurs difficultés liées à la gestion et au traitement de la paye des travailleurs à domicile par Desjardins ont été mises à jour, dont celles inhérentes à la complétude et la transmission du volet social.

Concernant le recrutement ainsi que les conditions d'emploi des travailleurs, les participants ont été unanimes sur le fait que leurs besoins n'étaient pas entièrement comblés par leurs travailleurs actuels. Ils s'entendaient également pour souligner que les conditions de travail offertes par la mesure d'allocation du CES ne sont pas suffisantes et constituent, entre autres, une des raisons essentielles pour lesquelles leurs travailleurs démissionnent.

Quant à la satisfaction des personnes à l'égard des services reçus du BRAD, nous retenons que les participants se disent satisfaits de la qualité du service et des références effectuées mais qu'il ne réussit pas à combler tous leurs besoins.

5.2.2 Le dossier du soutien à domicile : le travail se poursuit... en Comité de travail régional

Du point de vue régional, nous avons poursuivi et approfondi notre implication dans le Comité SAD, sous la responsabilité du ROP 03. Répondant à des objectifs plus larges que ceux qui concernent exclusivement la mesure d'allocation du CES, nous avons travaillé à mieux cerner les problématiques régionales qui sont associées au soutien à domicile. De ces travaux résultent un plan d'action et de travail qui s'échelonne sur 2 ans et qui traite, entre autres, des éléments suivants :

- S'assurer d'une implantation harmonieuse du nouveau cadre de gestion du programme SISAD ;
- Améliorer l'utilisation des différentes modalités de services de soutien à domicile et, par ricochet améliorer les conditions des travailleurs du CES ;
- Réduire l'épuisement des proches-aidant ;
- Connaître et suivre les travaux sur les orientations ministérielles en matière de distribution des services de soutien à domicile ;
- Connaître et suivre les travaux de mise en œuvre de la norme professionnelle du métier d'aide à domicile.
- ...

5.2.3 Le dossier du soutien à domicile : le travail se poursuit... en Comité national sur le CES

Du point de vue national, nos actions se sont concrétisées en soutenant le Comité et les organismes en faisant partie, tout en collaborant aux actions liées à l'amélioration du programme du CES. La principale activité à ce sujet est notre participation à une rencontre, en juin 2009, avec l'équipe ministérielle du MSSS, toujours et encore sur la question des défis et solutions envisageables pour améliorer cette mesure d'allocation directe.

Le double objectif de cette rencontre visait ainsi à présenter le document « *Il est moins cinq pour le chèque emploi-service* » (juin 2009), largement inspiré du mémoire précédent « *Chèque emploi-service : Qu'en est-il de la dignité des personnes?* » (2004), afin de poursuivre la discussion et le suivi des revendications du comité national auprès de l'équipe ministérielle.

D'entrée de jeu, nous voulions prendre le pouls des considérations de l'équipe ministérielle à ce sujet : Qu'en dit l'équipe du MSSS? Que compte-elle faire suite à cette rencontre? Peut-elle nous donner un échéancier de travaux? Est-elle en mesure de prendre des engagements sur l'un ou l'autre des éléments de revendications?

Après un bref rappel historique de cette mesure d'allocation directe, les membres du comité national ont présenté le document qui fait état de la situation actuelle du chèque emploi service et ont discuté des éléments de revendications auprès du Ministère, celles déjà existantes et celles à venir.

D'emblée, l'équipe ministérielle nous informait qu'elle était ouverte à discuter mais qu'il n'y aurait aucun engagement ni promesse lors de cette rencontre. Poursuivant dans la lignée de nos actions passées en faveur de l'amélioration des conditions inhérentes au CES, les principaux échanges suite à la présentation des revendications du comité national ont concerné :

- L'augmentation du taux horaire et sa formule d'indexation ;
- Le remboursement du temps et des frais de déplacements ;
- Le cumul du salaire brut pour une même période versus les déductions de la RRQ et des impôts ;
- L'attribution de la responsabilité et la formation des employés du CES aux CSSS ;
- Le Centre de gestion de la paie du CES, les erreurs administratives, ... ;
- L'application du retrait préventif pour les employées enceintes ;
- Le financement récurrent des banques de personnel pour le CES dans chacune des régions du Québec ayant ce type de besoins.

Au terme des discussions avec l'équipe ministérielle où bien peu d'avancées concrètes ont été obtenues, une question demeure : Pendant combien de temps pourrons-nous répondre, par l'entremise de nos banques de référence de travailleurs pour l'aide à domicile, à une demande toujours grandissante, et ce, avec les mêmes moyens et surtout, dans ce même contexte social et économique difficile ?

D'année en année et encore aujourd'hui, les personnes ayant des incapacités physiques qui bénéficient de services de soutien à domicile via la modalité de prestation du CES, ainsi que les travailleurs qui s'y dévouent, se heurtent aux mêmes problèmes. Les instances gouvernementales, responsables de ce dossier, nous assurent de leur bonne foi, mais semblent elles-mêmes dans une impasse, voir peu sensibles aux nombreuses revendications et représentations du milieu associatif que nous menons depuis bon nombre d'années.

Cette rencontre permet toutefois encore des espoirs, puisqu'elle s'est soldée par la garantie de s'asseoir de nouveau ensemble afin de réfléchir à des solutions concrètes pour améliorer une situation difficile qui perdure. En effet, Suite à cette rencontre, l'équipe ministérielle a proposé de travailler avec nous afin de voir à la possibilité de mettre en place ce qu'elle a appelé «une formule hybride, de courtage». Ce contexte hybride pourrait faire des organismes l'employeur, suivant ce qui est existant du côté des EESAD.

Ces discussions pourront peut-être être entamées dès l'automne 2009. Avant de mettre de l'avant des travaux portant sur une «formule hybride», les premières discussions devraient concerner la question du libre-choix, entre autres, arriver à un consensus sur sa définition et les critères à conserver lorsque nous parlons de ce libre-choix.

Encore pour cette année, cela demeure un dossier à suivre...

5.2.4 Banque de référence pour l'aide à domicile

Depuis 2001, Le CAPVISH gère un service ayant pour objectif de répondre aux besoins de soutien à domicile des personnes ayant des incapacités motrices : la Banque de Référence pour l'Aide à Domicile (Service BRAD). Son rôle est de recruter du personnel désirant effectuer du travail d'aide à domicile et de le référer, sur demande, aux personnes ayant une incapacité physique, qui reçoivent la mesure d'allocation directe du Chèque emploi-service (CES) et qui sont les *gestionnaires-usagers*. La gestion du programme du Chèque emploi-service relève des CSSS.

Les premières références ont été effectuées officiellement en avril 2002. Par ce service, le CAPVISH s'assure non seulement de répondre à des besoins de plus en plus répandus dans la collectivité mais aussi de documenter cette réalité et d'utiliser les données du Service afin de s'outiller pour les actions de défense de droits. Depuis sa mise sur pied, **744** gestionnaires-usagers et **497** travailleurs se sont inscrits à la Banque de Référence pour l'Aide à Domicile. Au 30 juin 2009, nous comptons **178** gestionnaires usagers actifs et **79** travailleurs actifs.

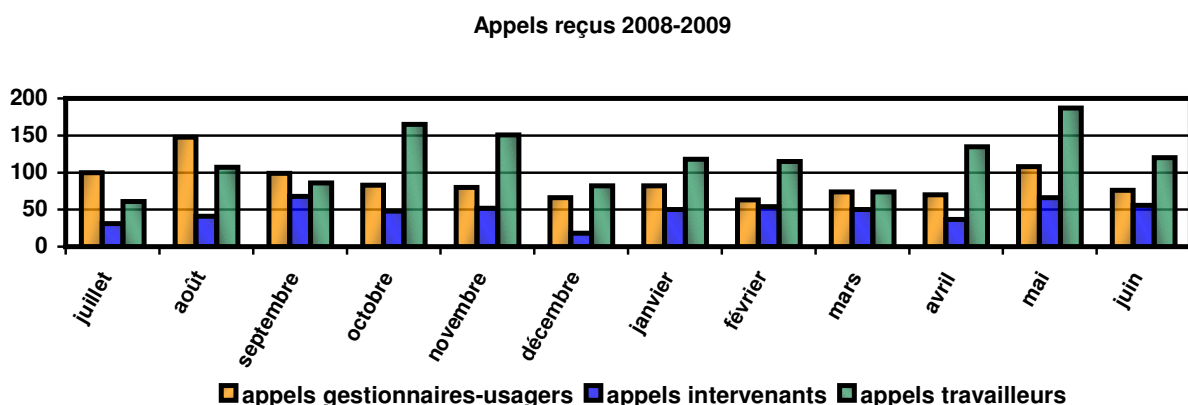
Les principales responsabilités du Service relativement aux gestionnaires-usagers et travailleurs sont :

- Effectuer un processus de présélection des candidats par une entrevue, la vérification des références auprès d'anciens employeurs ainsi que la vérification des antécédents judiciaires effectués par le Service de police de la Ville de Québec.
- Proposer des candidats compétents pouvant répondre aux besoins des gestionnaires-usagers.
- Offrir le support nécessaire relativement au rôle d'employeur que les gestionnaires-usagers doivent assumer en étant inscrits à la mesure CES.
- Donner, au besoin, un soutien concernant les modalités de gestions du CES.
- Fournir de l'aide du point de vue des relations de travail.
- Organiser des rencontres d'information portant sur des thèmes variés et destinées à aider les travailleurs dans leur mandat.

Un bilan détaillé des activités réalisées par le Service BRAD en 2008-2009 est disponible au bureau du CAPVISH, par conséquent, seules les grandes lignes du service sont ici présentées.

5.2.4.1 Quelques statistiques

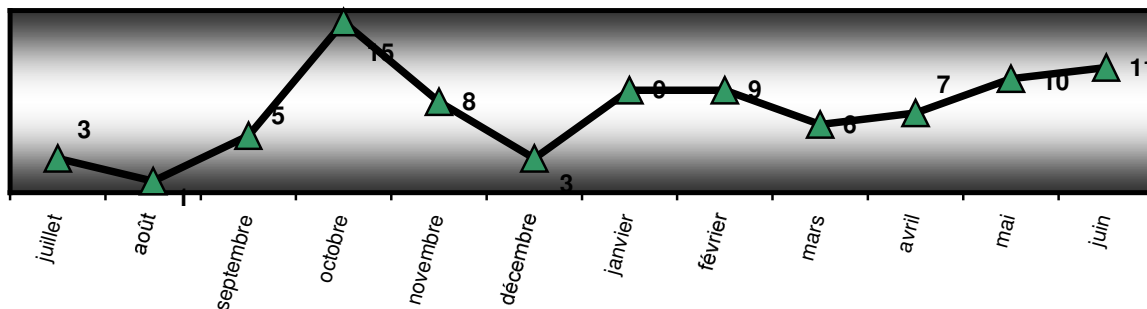
Voici quelques données qui illustrent l'ampleur du travail réalisé au Service BRAD en 2008-2009



Le graphique précédent illustre le nombre d'appels reçus en 2008-2009, provenant de gestionnaires-usagers, d'intervenants et de travailleurs à domicile. Par exemple, en mai 2009 nous avons enregistré **108** appels provenant

de gestionnaires-usagers, 66 d'intervenants et 187 de travailleurs. Cette année, nous avons répondu à un total de 3021 appels téléphoniques, dont 1049 provenant de gestionnaires-usagers, 571 d'intervenants et 1401 de travailleurs. Comparativement à l'année 2007-2008, ce n'est pas moins de 1224 appels supplémentaires auxquels nous avons répondu.

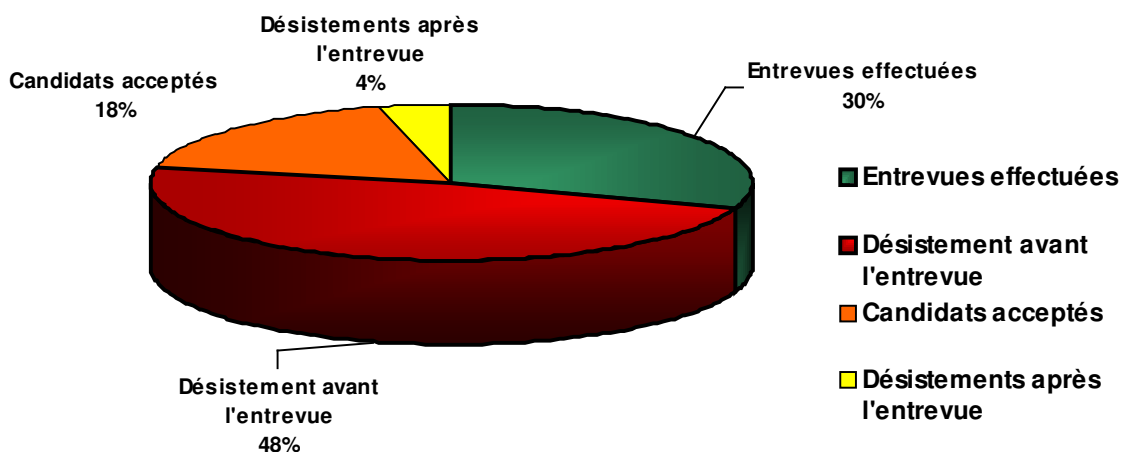
Entrevues réalisées pour l'année 2008- 2009



Le graphique ci-dessus illustre le nombre d'entrevues réalisées pour le recrutement de travailleurs offrant des services d'aide à domicile effectuées mensuellement pour l'année financière 2008-2009. Par exemple, en octobre 2008, 15 entrevues de sélection ont été effectuées, comparativement à 10, à la même période de l'année précédente.

Nous recevons beaucoup d'appels de personnes intéressées à offrir leurs services en tant qu'aide à domicile. Cependant, lorsqu'elles prennent connaissance du salaire et des conditions de travail inhérent à ce programme, surtout celles ayant une formation leur permettant d'offrir les services AVQ, une grande partie d'entre elles se désistent alors, et ce, avant même de prendre rendez-vous pour une entrevue de sélection. Ainsi, en 2008-2009 le taux de désistement avant entrevue est de 48%. Toutefois, ce pourcentage a beaucoup diminué, si nous comparons avec les années 2006-2007, où il se situait à 70,27%.

Recrutement des candidats en 2008- 2009



Enfin, encore cette année, le Service BRAD a ciblé de nouveaux milieux afin de recruter des travailleurs et surtout, pour en augmenter leur nombre. Le tableau ci-contre est un indicateur de la performance de nos stratégies de diffusion. Au final, c'est 52 travailleurs supplémentaires qui ont été retenus par notre Service dans le cours de l'année 2008-2009, comparativement à 27, l'année précédente.

Milieux ciblés	Nombre de milieux répertoriés	Nombre d'appels reçus suite à la consultation de l'offre d'emploi dans ce milieu	Nombre d'entrevues effectuées suite à la consultation de l'offre d'emploi dans ce milieu
Centres locaux d'emploi (CLE)	5	63	2
Carrefours jeunesse-emploi (CJE)	6	8	0
Centres de santé et de services sociaux (CSSS)	0 ⁶	14	0
Centres de formation et de francisation	22	50	8
Internet (Emploi Québec, réseau CJE du Québec, Map-Emploi et service de placement en ligne)	3	136	31
Centres d'achats, épicerie du quartier, pharmacies et cliniques.	125	7	1
Paroisses	24	22	4
Autres organismes communautaires et d'entraide	106	90	15
Médias	5	38	3
Autre moyen : personne à personne	0	21	5
Autre moyen : activités de recrutement	0	83	18
Total	296	532	87

5.2.4.2 Ressources humaines du Service BRAD

Comités de sélection : Les personnes bénévoles sont essentielles pour le Service BRAD. En effet, ces dernières participent aux entrevues de sélection des candidats pour l'aide à domicile en plus de contribuer, à travers le partage de leur expérience, à la création de certains outils du Service, notamment, cette année, la poursuite de la révision de la Convention entre les partenaires (gestionnaires usagers et travailleurs) et l'initiation du développement d'une procédure de traitement des plaintes propre au Service BRAD. Les bénévoles se sont déplacés, au cours de la dernière année, à **cent vingt-trois (123)**, pour un total de **quatre vingt sept (87)** entrevues réalisées, ce qui donne environ **cent quatre vingt cinq (185) heures de bénévolat**, pour cette activité. Cependant, de ces 87 entrevues réalisées, **cinquante deux (52)** candidats et candidates ont été retenus. En 2008-2009, cinq (5) bénévoles dont quatre (4) ayant une incapacité motrice ont participé aux entrevues de sélection. Il s'agit, par ordre alphabétique, de :

- Manon Blaney
- Paul-Émile Chamberland
- Jean Côté
- Mario Girard
- Daniel Langlois

Personnel salarié

- Giannina Collantes, responsable du service
- Nicole Germain, préposée principale à l'information
- Nathalie Gordon, soutien à l'équipe (poste étudiant, été 2008)
- Sophie Tremblay, consultante (février à avril 2009)

⁶ La publicité sur place n'est pas acceptée. Donc, nous profitons des rencontres avec les intervenants sociaux de deux CSSS de Québec pour faire connaître le Service BRAD.

5.3 L'habitation

Comme l'accessibilité des lieux publics, la question de l'habitation accessible est problématique lorsqu'on pense aux trésors d'imagination et de stratégies que doivent déployer les personnes ayant des incapacités pour se loger décentement. Or, d'année en année, les difficultés liées à la recherche d'un logement accessible demeurent les mêmes : Des délais de réservation et des limites territoriales de dispense de service du transport adapté ; la méconnaissance des locateurs sur les normes minimales d'accessibilité architecturale et environnementale ; l'absence d'information portant sur l'accessibilité des immeubles locatifs ayant des logements à louer ; des coûts élevés pour des immeubles locatifs accessibles, etc. Comme nous n'avons plus de financement depuis plusieurs années pour répondre aux nombreuses demandes dans ce dossier, nous avons décidé, cette année, d'initier, dans le cadre d'un emploi d'été (début juin – fin août 2009), une démarche plus globale où l'évaluation de l'accessibilité des édifices locatifs se fait de concert avec celle de divers services publics. La section informant sur notre site Internet approfondie ce volet. Parallèlement, l'équipe a poursuivi ses actions, notamment sur :

- Le remaniement du projet Habitation et incapacités
- La participation à une assemblée générale d'un de nos partenaires en habitation (FRAPRU).
- Le maintien minimal d'un service répondant aux demandes concernant l'habitation accessible.

5.3.1 Projet Habitation et incapacités

Le projet Habitation et incapacités visait, à l'origine, à mettre en place une base permettant de chercher et de transmettre des données portant sur les immeubles locatifs accessibles, via un site Internet. Cependant, le financement accordé par l'OPHQ n'était pas suffisant, à lui seul, pour répondre complètement à nos besoins, compte tenu de l'envergure de ce projet. Par conséquent, nous avons opté pour conserver les montants encore non dépensés, afin de modifier ce projet, en conservant bien sûr le souci de répondre aux mêmes objectifs. Ainsi, les travaux présentement en cours visent à mettre en ligne, sur notre nouveau site Internet, un «outil-répertoire» permettant la recherche d'édifices accessibles répondant à divers besoins par une offre de service diversifiée, allant des restaurants aux stations services, en passant par divers services de santé, etc., et ce, sur le territoire métropolitain de Québec. Afin de conserver le caractère d'origine du projet, nous incluons le volet portant sur la recherche d'immeubles locatifs accessibles.

Les bénévoles impliqués dans ce dossier sont Normand Boucher, Richard Chabot et Mario Trudel.

5.4 Le transport

L'accessibilité, la disponibilité, la proximité et l'efficacité des moyens de transports sont des éléments intimement liés à la participation et l'inclusion sociale de tout individu. Nous avons ainsi poursuivi notre implication sur le Comité technique du RTC.

5.4.1 Comité technique du RTC sur le transport des personnes handicapées

Au cours de la dernière année, le ROP 03 a poursuivi le travail de concertation entre les organismes de promotion représentés au Comité technique du RTC, dont le CAPVISH. Dans ce contexte et suivant la même logique que par les années précédentes, des rencontres préparatoires aux réunions ont été tenues.

Voici quelques-uns des éléments dans lesquelles nous nous sommes investis cette année :

- Évaluation de l'accessibilité du Centre d'information du RTC ;
- Évaluation de l'Accessibilité de stations tempérées ;
- Commentaires sur le Guide de l'usager du Service de Transport Adapté de la Capitale (STAC) dans le but d'améliorer la qualité de ce service de transport ;
- Évaluation de l'accessibilité de l'Écolobus (fauteuil roulant manuel, motorisé, quadriporteur) ;
- Commentaires sur l'Outil information clientèle du RTC, destiné à la population générale. Notre apport a pour but de sensibiliser nos vis-à-vis du RTC afin de rendre accessible l'utilisation du transport en commun régulier.

Notre délégué à ce comité est monsieur Richard Chabot.

5.5 Le service de réparation de fauteuils roulants

Afin de collaborer à l'amélioration du Service de réparation des fauteuils roulants de l'IRDPO, nous avons renouvelé cette année notre participation à ce comité de travail. Notre organisme fut actif encore cette année en poursuivant les avancées sur des sujets liés à certaines problématiques rencontrées par des usagers du service, ou encore assuré le suivi sur des sujets déjà existants. Nos représentants ont apporté leur contribution et échangé sur des questions :

- Les avantages/inconvénients des conduites médianes ;
- La réduction de la vitesse à 10 km, tel que décrété par la RAMQ ;
- Présentation des fauteuils roulants (manuel et motorisé) suite à l'entrée en vigueur du décret 2008-2011.
- Explication de la méthode d'attribution des aides techniques selon la RAMQ, du plus simple au plus complexe.

Deux (2) autres organismes siègent également avec le CAPVISH sur ce comité. Ses membres se sont réunis à deux reprises au cours de la dernière année.

Richard Chabot et Carol Ferland sont les délégués du CAPVISH.

5.6 Le travail

En 2008-2009, nous avons poursuivi notre implication à la Table de concertation pour la formation et l'emploi des personnes handicapées de la région de la Capitale National.

5.6.1 Table de concertation pour la formation et l'emploi

Au cours de l'année, la Table de concertation pour la formation et l'emploi des personnes handicapées a tenu cinq (5) rencontres. L'équipe du CAPVISH a participé à trois (3) d'entre elles. C'est la coordonnatrice qui a le mandat de représenter l'organisation à cette Table de concertation. Actuellement, la Table de concertation est essentiellement un lieu d'échange d'information où peuvent se tisser des relations de partenariat et la mise en place de projets novateurs.

Kathia Roy est la déléguée du CAPVISH

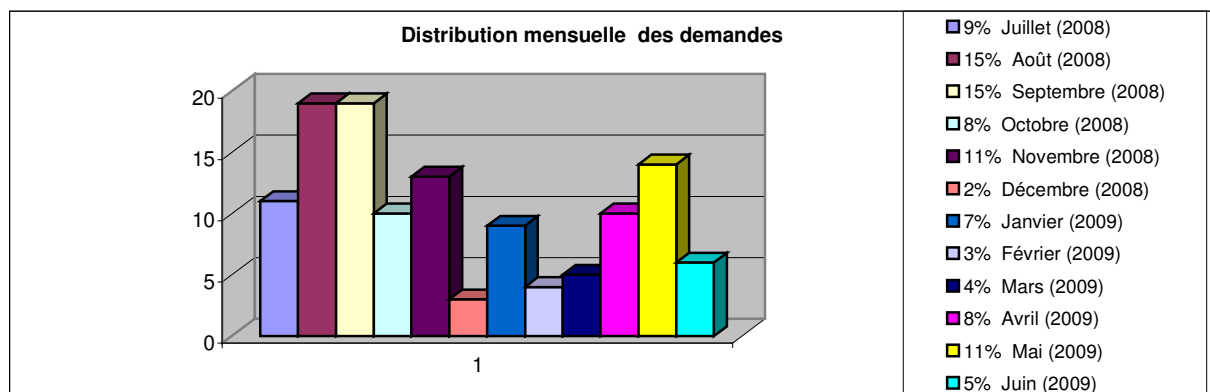
5.7 Références et demandes individuelles

Sans financement, notamment au plan du dossier de l'habitation accessible, la réponse aux demandes individuelles concernant ce secteur est encore problématique. Malgré cela, notre service de référence, bien connu, continu à être en grande demande. En effet, encore cette année, plusieurs personnes en recherche de logement et plusieurs intervenants ont fait appel à nous afin d'obtenir cette liste des immeubles accessibles sur le territoire du Québec métropolitain. Sa dernière mise à jour date de l'été 2005.

Le tableau suivant illustre de manière concrète l'importance d'un tel service au regard des demandes individuelles que nous recevons sur une base régulière. Cette année, cent vingt-trois (123) demandes ont été réglées, comparativement à quatre vingt onze (91) en 2007-2008. C'est donc trente-deux (32) demandes supplémentaires que nous avons reçues et traitées. En proportion des demandes reçues régulièrement par l'équipe du CAPVISH qui concernent divers secteurs d'intervention, c'est celui de la recherche d'une habitation accessible à qui revient encore la plus grande proportion de demandes (65%).

Distribution selon le type de dossiers concernés par la demande d'information		
	Type de dossiers concernés	Nombre de demandes
7%	Communication / vie associative	8
7%	Accessibilité	9
6%	Soutien à domicile	7
1%	Formation / emploi	1
5%	Équipements et aide technique	6
65%	Habitation / liste d'immeubles accessibles	80
3%	Habitation / Programmes	4
2%	Transport / Adapté	3
2%	Transport / Régulier	2
2%	Autres	3
100%	Total	123

Ces demandes proviennent à la fois de personnes et d'intervenants, qui l'utiliseront pour plus d'un client. Ce sont principalement des intervenants de centres de réadaptation dont les clients retournent dans leur milieu de vie suite à leur processus de réadaptation, ou encore de personnes faisant appel à des organisations œuvrant dans le secteur des services sociaux tels des CSSS ou des centres hospitaliers (CH). Dans le réseau de la santé et des services sociaux, notre organisme et les services que nous offrons sont bien connus et largement utilisés. Voici la distribution, par mois, du nombre de demandes que nous avons reçues et traitées en 2008-2009.



6. Promotion, communication, partenariat

Reconnu dans la région pour notre dynamisme et notre ouverture à des projets nouveaux et stimulant la participation des personnes, notre organisme poursuit des activités qui nous permettent d'élargir notre réseau de partenaires et ce, au-delà de la région métropolitaine de Québec. Dans une perspective de respect des droits et libertés, il nous importe également de sensibiliser le plus de personnes à la réalité de ceux et celles qui vivent quotidiennement des situations d'exclusion sociale et des situations de handicap.

6.1 Le Bulletin du CAPVISH

Le Bulletin du CAPVISH poursuit sa publication bi annuelle, soit une distribution en décembre 2008 et une autre en mars 2009. Cet outil de communication vise à informer nos membres sur l'évolution de dossiers prioritaires et sur diverses questions d'intérêts. Il est distribué à plus de 200 personnes (membres, partenaires et bailleurs de fonds). Nous retenons un format axé sur l'information, sur des suivis et des articles portant sur divers sujets et touchant de près la réalité des personnes ayant des incapacités motrices.

Ayant pris depuis quelques années un « virage vert », nous invitons fortement nos membres à se prévaloir du format électronique, suivant notre façon de le distribuer à tous nos partenaires et bailleurs de fonds.

Enfin, nous sommes toujours ouverts à la diffusion d'information via d'autres organismes dont la mission rejoint la nôtre. Dans ce contexte, nous invitons nos partenaires du milieu communautaire à nous faire parvenir des informations que nous serons heureux de retransmettre à nos membres.

La réalisation de notre Bulletin sous-entend le travail de plusieurs bénévoles oeuvrant à toutes les étapes de sa réalisation : planification, cueillette des informations, rédaction des articles, traitement de texte et mise en forme, révision, distribution. Voici les noms des personnes (bénévoles et employées) ayant participé à la réalisation de sa parution en 2008-2009 :

Liste des collaborateurs au Bulletin 2008-2009

Line Beauregard	Marie Joëlle Lemay-Brault
Laurence Brunelle-Côté	Kathia Roy
Richard Chabot	Gianina Collantes
Sylvie Leblanc	

6.2 Le site Internet du CAPVISH : Développement en cours et à venir

Suivant notre souhait de faciliter la diffusion d'information aux membres et partenaires et dans l'esprit de proposer un modèle convivial, notre site est enfin complété et utilisé par bon nombre de nos membres, partenaires, bailleurs de fonds et plus largement par la population générale. Fruit d'un travail de longue haleine, il propose entre autres choses l'accès à divers documents liés à nos actions, liste de diffusion ainsi qu'un accès à notre Boîte à outils issue du projet portant sur la participation citoyenne et l'action bénévole.

Une autre réalisation importante du CAPVISH à venir dans les prochains mois et qui aura, nous le souhaitons, des répercussions positives et stimulantes pour l'ensemble des personnes utilisant notre site, est la mise en ligne d'un «outil-répertoire» dont nous avons traité dans la section de ce rapport concernant l'habitation.

Venez donc nous visiter au www.capvish.org

6.3 Les partenaires du CAPVISH

Au fil des années, le CAPVISH a su développer son réseau de partenaires et entretenir des liens avec eux. Voici la liste des organismes ou regroupements dont il est membre :

- Bureau d'animation et information logement (BAIL)
- Centre d'action bénévole de Québec (CABQ)
- Corporation de développement économique communautaire (CDÉC) de Québec
- Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)
- Kéroul
- Regroupement d'éducation populaire et d'action communautaire (REPAC)
- Regroupement des organismes communautaires de la région 03 (ROC 03)
- Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03)
- Réseau international sur le processus de production du handicap (RIPPH)
- Comité de travail sur le CES avec les signataires du mémoire de 2004
- Centre d'assistance et d'accompagnement aux plaintes de la Capitale Nationale (CAAP)

7. Remerciements

Pour terminer, le CAPVISH tient à remercier tous ceux et celles qui reconnaissent l'importance de sa mission et qui donnent crédit au travail acharné et à la persévérance de l'organisation depuis déjà 30 ans. Un grand merci à :

- Nos membres, nos bénévoles et notre personnel
- Nos partenaires du réseau communautaire;
- Nos partenaires du réseau de la santé et des services sociaux;
- Nos partenaires du secteur privé;
- Nos partenaires des réseaux gouvernementaux (municipal, provincial et fédéral);
- Nos bailleurs de fonds.

8. Conclusion

Nos façons de faire, ceintes dans notre mission où sont centrales la promotion, la défense collective des droits et l'offre de services, nous amènent à multiplier nos rôles, tâches, activités et mandats. De l'éducation populaire à la sensibilisation politique ou juridique, en passant par la formation, l'accompagnement, le soutien et la référence, nous avons toujours la préoccupation d'améliorer nos pratiques afin de répondre le mieux possible aux besoins de nos membres et plus largement, des personnes requérant nos services. Or, ces besoins se sont multipliés au fil des années et sont devenus de plus en plus variés.

Dans cette foulée, il s'agit de développer et de bonifier notre réseau de partenaires afin de contourner les obstacles inhérents à notre travail, dont celui de ressources financières précaires et souvent insuffisantes. Le développement d'une connaissance approfondie du réseau, au cœur de nos actions, demeure une stratégie que nous mettons de l'avant et qui garantit le succès de notre mission.

En 2009-2010, il nous importe avant tout de poursuivre la consolidation de notre organisme et de faire progresser les dossiers que nous pilotons depuis plusieurs années, lesquels demeurent prioritaires, en misant évidemment, sur l'implication de nos bénévoles. Ainsi en va-t-il des dossiers touchant l'accessibilité physique, architecturale et sociale, le soutien à domicile, l'habitation, le transport, les aides techniques et le secteur de la formation et de l'emploi.

ANNEXE 1 : LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES ACRONYMES UTILISÉS DANS CE DOCUMENT

ORGANISMES

ABCFC	Association des bénéficiaires du Centre François-Charon
AQRIPH	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées
ARLPH	Association régionale de loisirs pour personnes handicapées
ASAD	Alliance Sherbrookoise pour l'autonomie à domicile
BAIL	Bureau d'animation information logement du Québec métropolitain
CAAP	Centre d'accompagnement et d'assistance aux plaintes de la Capitale Nationale
CABQ	Centre d'action bénévole de Québec
CAPVISH	Comité d'Action des Personnes Vivant des Situations de Handicap
CDÉC	Corporation de développement économique et communautaire de Québec
FRAPRU	Front d'action populaire en réaménagement urbain
PHARS	Personnes Handicapées en Action de la Rive-Sud
PUCES	Service de références pour les personnes utilisant le chèque emploi-service
RIPPH	Réseau international sur le processus de production du handicap
ROC 03	Regroupement des organismes communautaires de la région 03
ROP 03	Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03
ROPPH-Laval	Regroupement des organismes de promotion des personnes handicapées de Laval
RUTAL	Regroupement des usagers du transport adapté de Lévis

PROGRAMMES

PSOC	Programme de soutien aux organismes communautaires
RHDCC	Ressources humaines et développement des compétences Canada
CES	Programme d'allocation directe Chèque emploi-service

PUBLICATIONS

EQLA	Enquête Québécoise sur les Limitations d'Activités
ASSS	Agence de Santé et de services sociaux
CSSS-VC	Centre de santé et de services sociaux de la Vieille Capitale
IRDPQ	Institut de réadaptation en déficience physique de Québec
MSSS	Ministère de la Santé et des services sociaux
OPHQ	Office des personnes handicapées du Québec

ANNEXE 1 : LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES ACRONYMES UTILISÉS DANS CE DOCUMENT

RTC	Réseau de transport de la Capitale
SACAIS	Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
TAQM	Transport adapté du Québec métropolitain
STAC	Service de Transport Adapté de la Capitale
<i>SERVICE</i>	
BRAD	Banque de Référence pour l'Aide à Domicile
<i>FONCTIONNEMENT INTERNE</i>	
CA	Conseil d'administration
CE	Comité exécutif
CRH	Comité des ressources humaines

ANNEXE 2 : LISTE DES BAILLEURS DE FONDS

ASSS	Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale Nationale Emploi Québec
RHDCC	Ressources humaines et développement des compétences Canada
SACAIS	Secrétariat à l'action communautaire et aux initiatives sociales
